



# ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

politique d'aménagement du territoire

Question au Gouvernement n° 1895

Texte de la question

## GRÈVE DES FONCTIONNAIRES

M. le président. La parole est à Mme Chantal Robin-Rodrigo pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

Mme Chantal Robin-Rodrigo. Demain, de nombreux salariés de la fonction publique, dont de nombreux enseignants, seront en grève pour dénoncer la politique budgétaire du gouvernement et la casse des services publics (*Protestations sur les bancs du groupe UMP*) : 100 000 emplois supprimés depuis 2007 ! Les réponses apportées à l'instant par le ministre du budget ne sont pas faites pour les rassurer. L'éducation nationale se verra supprimer 16 000 postes en 2010, qui s'ajouteront aux 13 500 postes supprimés en 2009 et aux 11 200 supprimés en 2008.

En 2010, les services publics connaîtront leur pire année avec 30 000 suppressions de postes. L'hôpital public, La Poste, la police, la gendarmerie, tous seront concernés. L'éducation nationale est, quant à elle, frappée par des réformes plus régressives les unes que les autres. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

C'est le cas de la réforme du lycée qui se traduit par une réduction globale des heures d'enseignement et par la disparition de disciplines telles que l'histoire et la géographie en terminale S.

M. Claude Goasguen. C'est faux !

Mme Chantal Robin-Rodrigo. C'est également le cas de la réforme des IUFM et du concours de recrutement des maîtres, qui se traduira par la suppression de 15 000 postes de stagiaires. Là encore, tout est prétexte pour faire des économies sur le dos des étudiants, en les utilisant pour remplacer des enseignants sans aucune préparation.

Autant de mesures qui se traduiront dans les faits par une augmentation des effectifs dans les classes, par l'abandon de la politique d'éducation prioritaire, par la pression exercée sur les enseignants pour qu'ils effectuent des heures supplémentaires. Que devient la réussite des élèves dans tout cela ?

Le Premier Président de la Cour des comptes, Philippe Séguin, dénonçait l'action de l'État qui, selon ses propres termes, " se révèle incapable d'analyser les besoins et de programmer ses effectifs en conséquence ", et dont la politique " est dictée principalement par des considérations budgétaires à court terme. "

Ma question sera simple : allez-vous enfin entendre les revendications légitimes exprimées et analyser les conséquences désastreuses de la RGPP ? (*Applaudissements sur de nombreux bancs des groupes SRC et GDR.*)

M. le président. La parole est à M. Éric Woerth, ministre du budget, des comptes publics, de la fonction publique et de la réforme de l'État.

M. Éric Woerth, *ministre du budget, des comptes publics, de la fonction publique et de la réforme de l'État*. Oui, l'État continuera de réduire le nombre des fonctionnaires. (" *Très bien !* " sur de nombreux bancs du groupe UMP.) C'est une politique indispensable, qui est suivie par tous les États du monde, et qui est menée en France avec beaucoup de raison et de mesure. Nous ne remplaçons qu'un fonctionnaire sur deux à son départ à la retraite, nous ne licencions personne ! (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*)

M. Maxime Gremetz. Arrêtez !

M. Éric Woerth, *ministre du budget*. Depuis 1980, un million et demi de fonctionnaires ont été recrutés. Qui paie ? Ce sont les jeunes générations. Doit-on mettre à la charge des générations qui sont actuellement au lycée ou

dans l'enseignement supérieur les charges de fonctionnement que l'État ne peut plus assumer ? (*" Très bien ! " sur de nombreux bancs du groupe UMP.*)

Au contraire, nous devons travailler ensemble à l'amélioration de la qualité de nos services publics, et tout est " prétexte ", vous avez raison de le dire, madame la députée, pour faire en sorte que les administrations répondent exactement aux besoins des usagers. Le ministère de l'éducation nationale, dans son domaine, participe de cette politique, car il n'est pas possible de la mener sans la participation de l'éducation nationale, qui emploie aujourd'hui près d'un million de fonctionnaires. Cela veut dire que nous devons travailler pour un enseignement de qualité supérieure, en mesurant les moyens consacrés.

M. Marcel Rogemont. Vous allez créer des policiers spécialisés dans l'éducation nationale !

M. Éric Woerth, *ministre du budget*. Nous avons prouvé qu'il était possible de réduire de 16 000 le nombre de fonctionnaires de l'éducation en respectant la qualité de l'éducation. Vous avez tort de vous accrocher à un modèle ancien de fonction publique et de service public. Ce n'est pas par l'accumulation de moyens mal employés que l'on améliorera la situation des services publics. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

## Données clés

**Auteur :** [Mme Chantal Robin-Rodrigo](#)

**Circonscription :** Hautes-Pyrénées (2<sup>e</sup> circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 1895

**Rubrique :** Aménagement du territoire

**Ministère interrogé :** Budget, comptes publics, fonction publique et réforme de l'Etat

**Ministère attributaire :** Budget, comptes publics, fonction publique et réforme de l'Etat

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le :** 21 janvier 2010

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 21 janvier 2010